

Objet **[!! SPAM] [INTERNET] ENQUETE PUBLIQUE LA
LECHERE / UGI'RING**

De [REDACTED]

À <pref-icpe@savoie.gouv.fr>

Date 23/03/2024 17:20

Priorité Normale



AVIS D'ENQUÊTE PUBLIQUE ENVIRONNEMENTALE UNIQUE SOCIÉTÉ UGI'RING COMMUNE DE LA
LECHERE Par arrêté préfectoral du 16 janvier 2024, n°ICPE-2024-007,

A ce jour, le projet n'est pas abouti. Trop de questions sur la santé, l'environnement, la nature, la sécurité, n'ont aucune réponse ou n'ont qu'une réponse approximative. En tout état de cause, le risque zéro n'existe pas et aucun dispositif de secours n'est prévu. Aucune disposition envisagée dans le cadre d'un plan attentat. Nous ne pouvons accepter d'être cernés par deux usines de type SEVESO HAUT : SAINT MARCEL et LA LECHERE.

Cette usine aura de toute évidence un impact destructeur sur toute une économie liée au tourisme, au thermalisme qui sont avant tout l'ADN de notre région. Ce sont ces activités qui contribuent à la richesse de notre région et pays, qui génèrent des milliers d'emplois.

Nous ne pouvons pas, au nom de la souveraineté nationale, accepter d'être une population sacrifiée au profit d'un groupe suisse qui, aujourd'hui, donne des signes de défaillances financières. Nous ne pouvons accepter une dévaluation de nos biens immobiliers au profit d'actionnaires étrangers.

Quant aux élus locaux, ils se dédouanent de toutes responsabilités sur les conséquences de l'exploitation de cette usine. Pour eux, seul le Préfet décide et par conséquence reste le seul à être en capacité de répondre de ses actes et de les assumer. C'est une attitude déplorable.

En raison des emplois prévus, les maires de La Léchère et de Grand Aigueblanche pensent « repeupler » les communes, notamment augmenter le nombre d'élèves. Quelle naïveté. Mais c'est l'inverse qui va se produire, les parents vont fuir cet environnement anxigène. D'autres suivront. D'ailleurs le nombre d'emplois créer est ridicule face aux nombreuses demandes d'emplois sans candidat dans notre secteur.

Ce projet doit être abandonné, la population est révoltée, en date du 23/03/2024 plus de 16 000 signatures sont inscrites sur une pétition en ligne auxquelles s'ajoutent les centaines de signatures recueillies sur des pétitions en support papier.

Les avis favorables sont essentiellement émis par des DRH ou directeurs administratifs de Tokaï, MSSA. Evidemment, si l'usine ne s'installe pas, le projet d'acheminement du gaz sera abandonné et c'est uniquement leur seule préoccupation. Ils veulent profiter de cette installation financée à hauteur de 1 000 000€ par la CCVA, c'est à dire financée par l'argent des contribuables de La Léchère et Grand Aigueblanche. Encore une fois, les habitants contribuent à l'enrichissement d' actionnaires étrangers.

Ce projet d'usine est scandaleux et doit être abandonné. L'enquête publique doit être suspendue.